

CONVENTION D'ACCORD-CADRE

MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE (SSI) DES ETABLISSEMENTS DE L'UGECAM RHÔNE-ALPES

LOT 05 - ETABLISSEMENT DU PLOVIER



Pouvoir Adjudicateur
Groupe UGECAM Rhône-Alpes
41 chemin Ferrand
69370 Saint Didier au Mont d'Or
Représenté par son Directeur Général

Le présent contrat est un accord-cadre, tel que défini par les articles R.2162-1 et suivants du code de la commande publique

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du code de la commande publique

Mr le Directeur Général de l'UGECAM Rhône-Alpes

Organisme chargé des paiements

Directeur Comptable et Financier de l'UGECAM Rhône-Alpes

Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissements signifiés à l'organisme désigné ci-dessus

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE MORALE)	5
ARTICLE 1 – CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UN GROUPEMENT DE PERSONNES)	6
ARTICLE 2 – OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES	8
2.1. Objet de l'accord-cadre	8
2.2. Forme de l'accord-cadre.....	8
2.3. Représentation des parties.....	9
2.4. Forme des notifications et informations au titulaire	9
2.5. Marché(s) de prestations similaires.....	9
2.6. Réparation des dommages	9
2.7. Confidentialité et sécurité.....	9
ARTICLE 3 – LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE	11
ARTICLE 4 – MONTANT DE L'ACCORD-CADRE - PRIX	12
4.1. Montant de l'accord-cadre	12
4.2. Forme et contenu des prix.....	12
ARTICLE 5 – FORME ET VARIATION DU PRIX	13
5.1. Forme du prix de l'accord-cadre	13
5.2. Variation du prix de l'accord-cadre.....	14
5.3. Taux de remise	14
5.4. Prestations non listées dans le bordereau des prix unitaires.....	14
ARTICLE 6 – SOUS-TRAITANCE	14
ARTICLE 7 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE – DELAIS D'EXECUTION – RECONDUCTION - PENALITES	15
7.1. Durée de l'accord-cadre	15
7.2. Reconduction	15
7.3. Pénalités.....	15
7.4. Force majeure.....	17
ARTICLE 8 – MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	18
8.1. Dispositions générales	18
8.2. Emission des commandes.....	18
8.3. Traitement des commandes.....	18
8.4. Délais d'exécution	19
8.5. Expiration des délais d'exécution	19
8.6. Prolongation des délais d'exécution.....	19
8.7. Lieux d'exécution	19
8.8. Documents fournis après exécution	19
8.9. Organisation, déroulement, sécurité et hygiène.....	19
8.10. Dispositions en matière de protection de l'environnement.....	19

8.11. Dommages divers causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution	20
8.12. Règlement intérieur et obligation de discrétion	20
ARTICLE 9 – NORMES ET AGREMENTS	21
ARTICLE 10 – Evaluation et plan de progrès	22
ARTICLE 11 – DELAI DE PAIEMENT - CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT	23
11.1. Délai de paiement	23
11.2. Retenue de garantie	23
11.3. Avance	23
ARTICLE 12 – REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE	23
12.1. Règlement du prix	23
12.6. Intérêts moratoires	26
12.7. Taux d'escompte pour paiement anticipé	26
ARTICLE 13 – CONTROLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS	27
13.1. Vérifications	27
13.2. Admission	27
13.3. Garantie	27
ARTICLE 14 – Connaissance des lieux	28
ARTICLE 15 – EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	28
ARTICLE 16 – RESILIATION DU MARCHE	28
ARTICLE 17 – ASSURANCES	29
ARTICLE 18 – CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES	29
ARTICLE 19 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	29
ARTICLE 20 – REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES	29
ARTICLE 21 – PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT	29
ARTICLE 22 – CLAUSES DE REEXAMEN	30
22.1. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution	30
22.2. Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution	31
22.3. Evolution de la réglementation	31
22.4. Modification du périmètre	31
ARTICLE 23 – DEROGATIONS AU CCAG	32
ARTICLE 24 – APPROBATION DE L'ACCORD-CADRE	32

ARTICLE 1 – CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE MORALE)

Je, contractant unique soussigné, engageant ainsi ma personne, désignée dans l'accord-cadre sous le nom "le titulaire".

M

agissant au nom et pour le compte de la société dénommée

ayant son siège social à

Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par l'acheteur conformément à l'article 2.4 ci-dessous :

Forme de la société..... Capital.....

Immatriculée à l'INSEE :

➔ Numéro SIRET :.....

➔ Code la nomenclature d'activité française (NAF) :.....

Numéro d'identification au registre du commerce :

Après avoir pris connaissance du présent accord-cadre et de ses annexes, ainsi que des éléments qui y sont cités, et apprécié sous ma seule responsabilité la nature et la difficulté des prestations à effectuer,

M'ENGAGE sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies,

AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents, que la Société pour laquelle j'interviens, est titulaire d'une police d'assurance garantissant les responsabilités qu'elle encourt :

Compagnie :

N° Police :

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution de l'accord-cadre a lieu dans un délai de 120 jours (cent vingt jours) à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 1 – CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UN GROUPEMENT DE PERSONNES)

Les candidats sont informés que l'acheteur n'exige aucune forme particulière au groupement attributaire mais, en cas de groupement conjoint, se réserve le droit de contraindre le mandataire d'être solidaire des autres membres du groupement, dans le cas où il n'aurait pas candidaté sous cette forme.

NOUS soussignés,

☐ cotraitants conjoints,

☐ cotraitants solidaires,

engageant ainsi les personnes morales ci-après, désignées dans l'accord-cadre sous le nom « TITULAIRE »

1^{er} cocontractant : le 1^{er} cocontractant est le mandataire du groupement.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le **mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement** pour ses obligations contractuelles à l'égard de la maîtrise d'ouvrage.

M.....

agissant au nom et pour le compte de la société :

Ayant son siège social :

Forme de la société: capital :

Immatriculée à l'INSEE :

➔ Numéro SIRET :

➔ Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

Numéro d'identification au registre du commerce :

Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par l'acheteur conformément à l'article 2.4 ci-dessous :

2^e cocontractant :

M.....

agissant au nom et pour le compte de la société :

Ayant son siège social :

Forme de la société: capital :

Immatriculée à l'INSEE :

➔ Numéro SIRET :

➔ Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

- Numéro d'identification au registre du commerce :

3^e cocontractant :

M.....

agissant au nom et pour le compte de la société :

Ayant son siège social :

Forme de la société: capital :

Immatriculée à l'INSEE :

→ Numéro SIRET :

→ Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

Numéro d'identification au registre du commerce :

Après avoir pris connaissance du présent accord-cadre et de ses annexes, ainsi que des éléments qui y sont cités, et apprécié sous notre seule responsabilité la nature et la difficulté des prestations à effectuer,

Nous ENGAGEONS sans réserve, en tant qu'entrepreneurs groupés, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies,

AFFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents, que nous sommes titulaires d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que nous encourons :

Compagnie : 1^{er} cocontractant 2^{ème} cocontractant 3^{ème} cocontractant

N° police :

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si l'attribution de l'accord-cadre a lieu dans un délai de 120 jours (cent vingt jours) à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 2 – OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES

2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la maintenance et l'entretien des installations et des équipements des Systèmes de Sécurité Incendie et des asservissements correspondants des établissements de l'UGECAM Rhône-Alpes et son LOT 05 concernant l'établissement du Plovier.

Le patrimoine et les équipements concernés par l'accord-cadre sont décrits dans les annexes N° 20, 21 et N° 22 du CCTP.

L'accord-cadre est conclu sous la forme d'un marché à prix unitaire.

Le présent accord-cadre sera exécuté par l'émission de bons de commande.

Le périmètre du présent accord-cadre couvre les prestations suivantes :

- ☒ La maintenance préventive, tous niveaux, de l'ensemble des systèmes de sécurité incendie, incluant les pièces, la main d'œuvre et les déplacements.
- ☒ La maintenance corrective, tous niveaux, effectuée à la demande de l'UGECAM Rhône Alpes, après constatation d'un dysfonctionnement de l'installation ou des systèmes, incluant les pièces, la main d'œuvre, les déplacements, hors casse extérieure indépendante de l'exploitation normale des systèmes (vandalisme par exemple).
- ☒ La remise des livrables décrits dans l'article 4 du présent CCTP
- ☒ Le cas échéant, des prestations d'intervention spécifiques sur bon de commande. Elles sont déclenchées par le pouvoir adjudicateur par l'émission d'un bon de commande sur la base du devis fourni par le titulaire.

Les équipements suivants **ne sont pas compris** dans le périmètre du présent marché :

- ☒ Les équipements d'alarme de type 3 et 4, contrôlés par les responsables techniques des établissements (curatif sur devis).
- ☒ Les installations électriques en amont du TGS
- ☒ La serrurerie et la menuiserie des portes asservies
- ☒ Les moyens d'extinction portatifs
- ☒ La maintenance du compartimentage, la maintenance du matériel de désenfumage qui appartient au lot chauffage/ventilation jusqu'à l'entrée du coffret de relaying (hors système de commande et contacteurs, inclus à la présente prestation),

2.2. Forme de l'accord-cadre

L'accord-cadre est mono-attributaire.

Il fixe les stipulations contractuelles applicables aux commandes qui seront passées ultérieurement.

Il est conclu sans montant minimum, et avec un montant maximum.

Chaque commande sera notifiée par l'acheteur par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins.

2.3. Représentation des parties

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire et le maître de l'ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre et notifie cette désignation au maître de l'ouvrage ou au titulaire de l'accord-cadre.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires du présent accord-cadre sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître de l'ouvrage en cours d'exécution de l'accord-cadre.

2.4. Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, l'acheteur prévoit d'utiliser les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- ☒ Profil d'acheteur : www.marches-publics.gouv.fr
- ☒ Remise contre récépissé daté
- ☒ Echanges dématérialisés dans les conditions suivantes : Courriel avec accusé de réception

L'article 1er du présent accord-cadre précise l'adresse du titulaire pour les notifications dématérialisées.

- ☒ Lettre recommandée avec accusé de réception postal

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire ou, à défaut, à son siège social.

2.5. Marché(s) de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur peut négocier, avec le titulaire un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

2.6. Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

2.7. Confidentialité et sécurité

2.7.1. Obligation de confidentialité

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de l'acheteur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au contrat.

2.7.2. Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives conformément à l'article 5.2 du CCAG FCS, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au contrat.

2.7.3. Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par l'acheteur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

ARTICLE 3 – LISTE DES PIÈCES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après (en cas de passation de marchés subséquents, leurs conditions prévaleront sur l'accord-cadre) :

1. Le présent Accord-Cadre (AC_LOT 05) et ses annexes, à l'exception de celles qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant :
 - ➔ Le Bordereau des Prix Unitaires (AC_ANX 1_ BPU_LOT 05) ;
2. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP_5LOTS) et ses annexes :
 - ➔ ANNEXE 20 : Compte rendu de maintenance préventive Plovier Foyer du 19/05/2025
 - ➔ ANNEXE 21 : Compte rendu de maintenance préventive Plovier Horizon du 19/05/2025
 - ➔ ANNEXE 22 : Compte rendu de maintenance préventive Plovier IME Ados du 21/05/2025

A l'exception de l'annexe de mise au point éventuelle prévalant sur l'accord-cadre, l'accord-cadre et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

3. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés publics applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021)
4. L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale.
5. Les éléments de décomposition de l'offre technique du titulaire
6. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour qui a précédé la date limite de réception de l'offre, notamment l'ensemble des réglementations (lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, etc.) nationales ou locales applicables dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent accord-cadre.

En cas d'infraction aux instructions, lois, règlements, etc., le titulaire en supportera seul les conséquences, notamment les pénalités ou amendes, ou dommages-intérêts éventuels, et s'engage en tant que de besoin à en relever indemne le pouvoir adjudicateur pour le cas où de telles sanctions ou condamnations lui seraient appliquées ou prononcées à son encontre.

Seuls les exemplaires gardés dans les archives de l'UGECAM Rhône-Alpes font foi.

Durant la consultation et toute la durée d'exécution du contrat, toute clause, condition générale ou spécifique ou documentation quelconque, figurant dans les documents envoyés par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives, sera réputée non écrite. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures et celles énoncées dans les documents commerciaux.

L'ensemble des documents remis durant l'exécution du présent contrat sont tous rédigés en langue française.

ARTICLE 4 – MONTANT DE L'ACCORD-CADRE - PRIX

4.1. Montant de l'accord-cadre

4.1.1. Montant de l'accord-cadre

Accord-cadre avec un maximum annuel fixé en valeur

Le prestataire est rémunéré par le pouvoir adjudicateur sur les bases suivantes : Application des prix unitaires tels que fixés dans le bordereau de prix ci-annexé aux quantités de prestations commandées par le pouvoir adjudicateur.

Le bordereau de prix identifie les prix établis sur la base du CCTP.

Le montant annuel maximum en valeur est de :

Montant HT : 25 000,00 € HT

Montant TVA au taux de 10 % : 2 500,00 €

Montant TTC : 27 500,00 € TTC

Montant TTC (en lettres) : Vingt sept mille cinq cent euro

En cas de groupement conjoint d'entreprises, la décomposition des prestations et paiements par cotraitant est précisée à l'article 4.1.2 ci-dessous.

4.1.2. Décomposition des prix par cotraitant

En cas de groupement conjoint, les prestations et leur prix seront répartis entre les cotraitants lors de la réception de chaque bon de commande.

En cas de groupement solidaire, les prestations et leur prix seront répartis entre les cotraitants lors de la réception de chaque bon de commande ; cette répartition permettra le règlement séparé de chacun des cotraitants.

Versement de la rémunération du mandataire du groupement : La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

4.2. Forme et contenu des prix

4.2.1. Généralités

Le titulaire doit exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserve, toutes les prestations de sa profession nécessaires et indispensables à l'accomplissement total de sa mission dans le cadre défini par le présent accord-cadre jusqu'à l'achèvement complet.

En conséquence, le titulaire ne peut jamais arguer que l'imprécision des éléments d'information qui lui sont fournis, des erreurs ou des omissions au CCTP puissent le dispenser d'exécuter, dans le cadre et dans les conditions de son contrat, tout ou partie des prestations nécessaires à la parfaite utilisation des installations.

Il lui appartient donc d'apprécier l'importance et la nature des prestations à effectuer et de suppléer, par ses connaissances professionnelles, aux détails dont l'emplacement, la nature ou la quantité serait implicitement prévus dans une réalisation normale des prestations.

Les documents remis au titulaire doivent être considérés comme une proposition qu'il doit examiner avant la remise de son offre. Il demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire soit de son fait, soit par manque de vérification des divers documents contractuels.

Le titulaire est tenu de signaler toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur.

Les inexactitudes qui peuvent être évoquées après la passation du contrat ne remettent en aucun cas en cause le prix arrêté. Il renonce à faire état des éventuelles difficultés provenant de l'état des équipements ou installations.

Il est tenu responsable de toutes les erreurs relevées en cours d'exécution et de toutes les conséquences qui en résulteraient.

4.2.2. Contenu

Les prix de l'accord-cadre sont hors TVA et sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles pour l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre, notamment, réunions techniques, visites, comités de pilotage.

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix figurant sont établis en tenant compte de toutes les garanties, prescriptions et obligations mentionnées dans le accord-cadreet dans le cahier des clauses techniques particulières.

Les prix sont réputés comprendre :

- ☒ Les frais afférents aux prestations de service, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison
- ☒ Toutes les garanties, prescriptions et obligations mentionnées dans la présente convention et le cahier des clauses techniques particulières
- ☒ Les frais afférents aux prestations associées (formation et/ou information,...)
- ☒ Les autres dépenses nécessaires à la réalisation des prestations
- ☒ Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la réalisation des prestations
- ☒ Les marges pour risques et les marges bénéficiaires

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à :

- ☒ Des minimas de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur
- ☒ Des frais de dossier ou d'ouverture de compte

En cas de cotraitance, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix de l'accord-cadre sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Les prestations seront réglées en application des quantités et prix indiqués dans le bon de commande.

ARTICLE 5 – FORME ET VARIATION DU PRIX

5.1. Forme du prix de l'accord-cadre

Les prestations seront rémunérées par application d'un bordereau des prix unitaires défini en annexe 1 de l'accord-cadre.

5.2. Variation du prix de l'accord-cadre

L'offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur, au mois de Septembre 2025 (mois mo). **Le présent accord-cadre est passé à prix ferme.**

5.3. Taux de remise

Les différents taux de remise proposés par le titulaire dans l'annexe 1 de l'accord-cadre s'appliquent pendant toute la durée du contrat.

5.4. Prestations non listées dans le bordereau des prix unitaires

L'établissement se réserve le droit de commander ponctuellement au titulaire des prestations qui ne sont pas listées dans le bordereau des prix unitaires sous réserve qu'il y ait un lien direct avec l'objet de l'accord-cadre.

Pour ce faire, le titulaire doit transmettre, autant de fois que nécessaire, à l'établissement la liste de ses prestations.

Le(s) taux de remise s'applique(nt) à l'ensemble des prestations non listées dans le bordereau des prix unitaires.

ARTICLE 6 – SOUS-TRAITANCE

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG FCS, chaque titulaire peut présenter au pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants au cours de l'exécution du contrat.

En vue d'obtenir l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement, chaque titulaire fait parvenir par lettre recommandée avec avis de réception au pouvoir adjudicateur les documents suivants :

- ⇒ La déclaration de sous-traitance (DC4 modèle avril 2019 ou équivalent) complétée, datée et signée en original par le titulaire, le mandataire en cas de groupement et le sous-traitant
- ⇒ Un RIB lorsque le montant sous-traité est égal ou supérieur à 600,00 TTC

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le sous-traitant, le titulaire, le mandataire en cas de groupement et le pouvoir adjudicateur.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire demeure responsable de l'exécution des parties du marché qui sont sous-traitées.

Toute sous-traitance occulte peut, en application de l'article 41.1 du CCAG FCS en vigueur, entraîner la résiliation du présent marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 7 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE – DELAIS D'EXECUTION – RECONDUCTION - PENALITES

7.1. Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est de 24 mois à compter du 01/12/2025.

Le maître d'ouvrage ne pourra émettre des bons de commande que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Le délai d'exécution de chaque bon de commande est fixé par ledit bon de commande.

7.2. Reconduction

L'accord-cadre pourra être reconduit 2 fois 12 mois.

A défaut de décision expresse de non reconduction au plus tard 3 mois avant l'expiration de l'accord-cadre, la reconduction est tacite. Le titulaire ou le groupement d'entreprises ne pourra pas refuser ces reconductions.

7.3. Pénalités

Outre la suppression du règlement des prestations non fournies, les pénalités définies ci-dessous s'appliquent par défaut constaté, à la demande du pouvoir adjudicateur.

Ces pénalités sont appliquées sur les prix hors taxes.

Si le pouvoir adjudicateur demande l'application des pénalités décrites ci-dessous et que le titulaire les conteste, il appartiendra à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies.

Les pénalités sont cumulables et révisables dans les conditions prévues à l'article Variation des prix.

Sauf indication contraire, les pénalités sont appliquées sur simple observation écrite de l'Ugecam Rhône Alpes sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

Les pénalités prévues dans le présent accord-cadre sont imputables sur la facture suivant l'anomalie constatée. Elles sont cumulatives.

Les documents à produire par le titulaire dans le délai fixé par l'accord-cadre doivent être transmis par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le pouvoir adjudicateur.

Ces dispositions s'appliquent dans les mêmes termes à chaque bon de commande.

7.3.1. Pénalités de retard

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré : **100 €** par heure de retard sur le site vis à vis du délai d'intervention prévu préalablement avec le responsable technique.

7.3.2. Pénalités pour indisponibilité dans les marchés de maintenance

Un matériel est indisponible lorsque, indépendamment du pouvoir adjudicateur et en dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est incluse, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.

Le montant des pénalités d'indisponibilité de l'installation sera de **100 €** par heure d'indisponibilité.

7.3.3. Pénalités pour non libération ou remise en état des emplacements après intervention

L'établissement se réserve le droit d'appliquer au titulaire une pénalité en cas de non-respect des obligations de repliement, de dégagement, de remise en état des emplacements et/ou de nettoyage après intervention.

Les pénalités de retard commencent à courir à compter de la constatation formalisée de l'établissement.

Cette pénalité forfaitaire est calculée par application de la formule suivante :

$$P = PJ * R$$

P = le montant de la pénalité

PJ = la pénalité journalière est de **100 euros**

R = le nombre de jour(s) ouvré(s) de retard

7.3.4. Pénalités pour non transmission de documents relatifs à la sous-traitance

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande.

A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours calendaires à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt une pénalité égale à **1 / 2000** du montant hors taxes du marché, éventuellement modifiés par avenant, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

7.3.5. Pénalités pour travail dissimulé

Le titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail, encourt une pénalité égale à **100 euros** par jour calendaire de retard jusqu'à la régularisation totale de la situation par le titulaire.

Le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du marché. Le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L 8224-2 et L 8224-5 du code du travail.

7.3.6. Pénalités pour non transmission des attestations d'assurance

Le titulaire est tenu de communiquer les attestations d'assurance en cours de validité au pouvoir adjudicateur lorsqu'il en fait la demande.

A défaut de l'avoir produit dans les délais fixés à l'article 17 du présent accord-cadre, il encourt une pénalité de **100 euros** par jour de retard.

7.3.7. Pénalités pour non-respect des exigences du marché

Le titulaire a une obligation de résultat. Seules les prestations réellement effectuées donnent droit à paiement.

Le titulaire peut être pénalisé financièrement pour chacun des défauts de prestations, du non-respect des engagements contractuels ou pour non-respect des exigences du CCTP concernant notamment :

- Les moyens humains et matériels mobilisés,
- le management de la qualité mis en place,
- les documents et livrables attendus par l'Ugecam Rhône Alpes.

Chacun de ces dysfonctionnements fait l'objet d'une pénalité de **100 €** par anomalie constatée par courrier adressé au titulaire par l'UGEAM Rhône Alpes et justifiant de l'insuffisance ou du manquement du prestataire.

7.3.8. Pénalités pour erreur de facturation

Le titulaire doit transmettre à l'établissement des demandes de paiement exactes.

En cas d'erreur de facturation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **70 euros** pour chaque demande de paiement erronée.

7.3.9. Autres pénalités en lien avec les prestations

Le pouvoir adjudicateur et/ou l'établissement se réservent le droit d'appliquer au titulaire les pénalités énumérées ci-dessous en cas de manquement à ses obligations :

- ✳ Pénalité en cas de non-respect des modalités d'exécution des prestations prévues dans le CCTP et/ou dans le mémoire technique du titulaire : **100 euros** par cas constaté
- ✳ Pénalité pour absence de remise d'un document prévu dans le CCTP et/ou dans l'offre du titulaire : **50 euros** par jour ouvré de retard et par document à compter de la fin du délai de transmission prévu
- ✳ Pénalité en cas de remise d'un document non conforme ou présentant un niveau de renseignement insatisfaisant aux dispositions définies dans le CCTP et/ou dans l'offre du titulaire : **100 euros** par cas constaté
- ✳ Pénalité en cas de non-respect des engagements du titulaire indiqués dans son mémoire technique : **100 euros** par cas constaté
- ✳ Pénalité pour absence de participation ou retard aux réunions : **100 euros** par cas constaté
- ✳ Pénalité pour non-respect du règlement intérieur de l'établissement : **100 euros** par cas constaté
- ✳ Pénalité pour non-respect des consignes de sécurité et d'hygiène par le personnel du titulaire : **100 euros** par cas constaté
- ✳ Pénalité pour absence d'actions correctives mises en place dans les délais prescrits suivant une déclaration de non-conformité : **100 euros** par jour ouvré de retard
- ✳ Pénalité pour mauvais comportement des agents du titulaire (nuisance au bon fonctionnement des services,...) : **250 euros** par cas constaté
- ✳ Pénalité pour perte des moyens d'accès (clefs, badge,...) par les agents du titulaire : **75 euros** par cas constaté
- ✳ Pénalité pour faute lourde, vol, entrée de personnel non habilité : **1 000 euros** par cas constaté

7.4. Force majeure

Lorsqu'un cas de force majeure empêche l'exécution du contrat, le titulaire devra justifier de l'impossibilité temporaire ou définitive pour lui, de poursuivre l'exécution du contrat en conséquence de l'évènement qu'il qualifie de cas de force majeure.

Le cas de force majeure permet au titulaire de ne pas être sanctionné au titre de la non-exécution du contrat (prolongation des délais, non application des pénalités de retard).

ARTICLE 8 – MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

8.1. Dispositions générales

Les prestations doivent répondre, durant toute la durée du contrat, aux stipulations de l'accord-cadre et du cahier des clauses techniques particulières.

8.2. Emission des commandes

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG FCS, le marché s'exécute au moyen de bons de commande.

L'établissement transmet :

- ⇒ Ces demandes, au fur et à mesure de ses besoins, au titulaire
- ⇒ Ces demandes au titulaire par courriel ou plateforme électronique

Chaque bon de commande précisera :

- ⇒ la date et le numéro du bon de commande ;
- ⇒ la référence du présent accord-cadre
- ⇒ le contenu et les quantités des prestations à réaliser,
- ⇒ le montant HT du bon de commande,
- ⇒ le montant TTC du bon de commande
- ⇒ s'il y a lieu :
 - ⇒ les conditions particulières d'exécution ou de réception
 - ⇒ les délais d'exécution
 - ⇒ les documents à fournir à la réception

Chaque bon de commande sera notifié au prestataire dans les conditions définies à l'article 2.4.

Les bons de commande pourront s'exécuter au plus tard jusqu'à la fin du délai spécifié sur ces bons.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre à bons de commande, sans toutefois que leur délai d'exécution ne puisse excéder six mois au-delà du terme de l'accord-cadre.

Le titulaire sera tenu d'exécuter après la date d'expiration de l'accord-cadre à bons de commande et aux conditions de ce dernier, toutes les prestations dont l'exécution aura été prescrite avant la date d'expiration de l'accord-cadre.

8.3. Traitement des commandes

Le titulaire doit, à réception du bon de commande, communiquer à l'établissement :

- ☑ Les dates de réception du bon de commande
- ☑ Les numéros d'enregistrement interne du bon de commande
- ☑ Les noms et les numéros de téléphone des personnes chargées de suivre la commande
- ☑ La/les date(s) d'exécution des prestations

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'établissement dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de l'heure d'envoi du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire doit se conformer aux prescriptions de chaque bon de commande, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

8.4. Délais d'exécution

Par dérogation à l'article 13.1 du CCAG FCS, les délais d'exécution des prestations sont fixés au CCTP ou sur chaque bon de commande.

8.5. Expiration des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 13.2 du CCAG FCS, la date d'expiration des délais d'exécution est la date d'achèvement des prestations. Dans le cas où les prestations ne sont pas effectuées à la date limite de validité du contrat, la date d'expiration des délais d'exécution est la date d'admission des prestations.

8.6. Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation des délais d'exécution des prestations peut être accordée au titulaire dans les conditions définies à l'article 13.3 du CCAG FCS.

8.7. Lieux d'exécution

Les prestations devront être exécutées dans les délais prévus à l'accord-cadre et le bon de commande, le cas échéant. Les prestations seront réalisées dans les conditions définies par le CCTP, aux adresses suivantes :

Etablissements	Adresse
PLOVIER	27, Chemin Rural du Plovier 26000 Valence

8.8. Documents fournis après exécution

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur les différents livrables dans les conditions définies par le CCTP.

8.9. Organisation, déroulement, sécurité et hygiène

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail. Le Titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du contrat et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

8.10. Dispositions en matière de protection de l'environnement

8.10.1. Dispositions générales

Le titulaire ou chaque cotraitant veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, sous un délai de 8 jours suite à la demande du pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution du contrat et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

A cet effet, le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du contrat, les modifications éventuelles, demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature, par les parties au contrat, d'un avenant.

8.10.2. Mesures relatives à la gestion des déchets

Le titulaire du présent contrat aura en charge les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par ses prestations vers les sites susceptibles de les recevoir. Il devra s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus des prestations.

8.11. Dommages divers causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur, du fait de la conduite des prestations ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du contrat ou de prescriptions d'ordre de service.

Le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même site, du fait de la réalisation des prestations et prestations objet du contrat.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du pouvoir adjudicateur en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

8.12. Règlement intérieur et obligation de discrétion

8.12.1. Règlement intérieur

Le titulaire respecte l'ensemble des protocoles en place, ainsi que le règlement intérieur en vigueur dans l'établissement, principalement en ce qui concerne le stationnement et les vitesses de circulation. Il fait en sorte que ces interventions ne provoquent aucune gêne des patients, ou des salariés, ni de désordre.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités d'accès aux différents sites du groupe UGECAM Rhône Alpes communiquées par l'établissement ainsi que les conditions de circulations prescrites.

Il assume sous sa responsabilité exclusive la discipline, le respect des consignes, la bonne tenue de son personnel.

8.12.2. Obligation de discrétion

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses fournisseurs et sous-traitants, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion et de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, fichiers, et décisions... dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution du marché et à respecter scrupuleusement le secret des documents, médicaux ou non, qui leur sont confiés, notamment en n'ouvrant pas les plis ou en les lisant.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé ou éventuels sous-traitants.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'UGECAM Rhône Alpes à résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles. Par ailleurs, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du nouveau code pénal.

ARTICLE 9 – NORMES ET AGREMENTS

Le titulaire doit posséder l'ensemble des agréments règlementaires requis pour réaliser la prestation, objet de l'accord-cadre, et ce, pendant toute la durée d'exécution, particulièrement la certification APSAD.

Le titulaire doit fournir les documents relatifs à ses agréments pendant toute la durée d'exécution et informer l'UGECAM Rhône Alpes dans les plus brefs délais d'une éventuelle évolution.

Le retrait définitif d'agrément ou de certification entraîne de plein droit la rupture du marché aux torts du titulaire.

En cas de retrait temporaire, l'UGECAM Rhône Alpes peut choisir entre la suspension du contrat ou sa rupture définitive dans les conditions prévues aux conditions de résiliation.

Dans la première hypothèse, l'UGECAM Rhône Alpes peut conclure un marché avec un autre titulaire pour la durée de la suspension.

Le candidat fournit dans son dossier de candidature une copie de son attestation de certification APSAD.

Le titulaire est réputé connaître et respecter l'ensemble des législations, réglementations et normes en vigueur, applicable à l'objet du présent accord-cadre. Il ne peut se prévaloir de l'évolution de celles-ci pour exiger une remise en cause de tout ou partie des clauses contractuelles.

Le titulaire s'engage à effectuer, conformément aux règles de l'art, toutes les prestations nécessaires au fonctionnement normal des installations dans les conditions règlementaires de sécurité dont notamment

→ Les normes relatives aux systèmes de détection incendie (SDI)

- ⇒ NFS 61-950 relative aux détecteurs, et organes intermédiaires
- ⇒ NFS 61-962 relative au tableau de signalisation à localisation d'adresse de zone
- ⇒ NFS 61-970 relative aux règles d'installation des Systèmes de détection incendie (SDI)
- ⇒ Norme européenne NF EN 54-1 relative aux Systèmes de détection et d'alarme incendie (SDAI)
- ⇒ Norme européenne NF EN 54-2 relative à l'équipement de contrôle et de signalisation (ECS)
- ⇒ Norme européenne NF EN 54-4 relative à l'équipement d'alimentation électrique

→ Les normes relatives aux systèmes de mise en sécurité incendie (SMSI)

- ⇒ NFS 61-930 relative aux systèmes concourant à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique
- ⇒ NFS 61-931 relative aux dispositions générales
- ⇒ NFS 61-932 relative aux règles d'installation du système de mise en sécurité incendie (SMSI)
- ⇒ NF S 61-933 relative aux règles d'exploitation et de maintenance
- ⇒ NF S 61-934 relative aux centraliseurs de mise en sécurité incendie (CMSI)
- ⇒ NF S 61-935 relative à l'unité de signalisation (US)
- ⇒ NF S 61-936 relative aux équipements d'alarme (EA)
- ⇒ NF S 61-937 relative aux dispositifs actionnés de sécurité (DAS)
- ⇒ NF S 61-940 relative aux alimentations électriques de sécurité (AES)
- ⇒ Fascicule FD 61-949 commentaires et interprétations des normes NF S 61-931 à NF S 61-939
- ⇒ NF S 32-001 relative aux signaux sonores d'évacuation d'urgence
- ⇒ NF C 48-150 relative aux blocs autonomes d'alarme sonore d'évacuation d'urgence (BAAS)

→ Les normes et textes divers

- ⇒ NFC 15-100 relative aux installations électriques à basse tension
- ⇒ NF C 32-070 relative aux conducteurs et câbles isolés pour installations
- ⇒ Le règlement de Sécurité contre l'Incendie et les Risques de Panique dans les ERP
- ⇒ L'arrêté du 25 Juin 1980, modifié par l'arrêté du 2 Février 1993, relatif au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P
- ⇒ L'arrêté du 2 février 1993 modifiant et complétant certains articles du règlement de sécurité du 25 juin 1980
- ⇒ Les dispositions particulières aux établissements sanitaires, type U, l'Arrêté modifié du 10 Décembre 2004
- ⇒ L'instruction Technique n°246 relatives au désenfumage dans les Etablissements Recevant du Public (ERP)
- ⇒ L'instruction technique n°247 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage
- ⇒ L'instruction technique n°248 relatives aux systèmes d'alarme utilisés dans les E.R.P
- ⇒ L'instruction Technique n°263 relatives au désenfumage des volumes libres (atriums) dans les ERP
- ⇒ La règle n° 7 de l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurance Dommages (APSAD) relative aux règles d'installation des Systèmes de Détection Automatique d'Incendie.
- ⇒ Toute autre norme en vigueur

L'accord-cadre est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si à la suite d'une modification de la réglementation, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du contrat, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations de l'accord-cadre.

L'UGECAM Rhône Alpes pourra négocier de bonne foi un avenant au dit accord-cadre afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

ARTICLE 10 – EVALUATION ET PLAN DE PROGRES

Le pouvoir adjudicateur et/ou l'établissement évaluent régulièrement la bonne exécution du contrat et décide des actions à mener auprès du titulaire pour corriger les manquements à l'exécution du contrat.

Trois niveaux sont prévus :

- ✓ Mise en demeure de mener des actions correctives par courrier simple
- ✓ Mise en demeure de mener des actions correctives par courrier avec accusé de réception
- ✓ Convocation du titulaire par courrier avec accusé de réception

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas mené les actions correctives appropriées dans les délais d'exécutions qui lui ont été signifiés, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, par dérogation à l'article 41 du CCAG FCS, de plein droit l'accord-cadre sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 11 – DELAI DE PAIEMENT - CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT

11.1. Délai de paiement

Le délai de paiement des acomptes, des règlements partiels définitifs éventuels et du solde est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par le maître d'ouvrage ou son représentant.

Lorsque la demande de paiement est transmise par voie électronique en application de l'article L.2192-1 du code de la commande publique, la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur correspond à la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur Chorus Pro.

Le représentant du maître d'ouvrage, est chargé des vérifications et contrôles concernant les paiements.

Le taux des intérêts moratoires est fixé à l'article 12.6.

11.2. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie n'est prévue à l'accord-cadre.

11.3. Avance

Aucune avance ne sera versée.

ARTICLE 12 – REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE

12.1. Règlement du prix

12.1.1. Transmission des demandes de paiement

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

12.1.2. Modalités de règlement du prix

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Les prestations seront réglées en application des quantités et prix indiqués dans le bon de commande.

En cas de bon de commande confiant la réalisation de prestations d'une durée inférieure à un mois, le règlement du prix du bon de commande s'effectue en une seule fois après réalisation des prestations et décision d'admission.

En cas de bon de commande confiant la réalisation de prestations s'exécutant sur plusieurs mois, le règlement du prix du bon de commande s'effectue par acomptes mensuels sur la base d'avancement de la réalisation des prestations par le titulaire au cours du mois précédent dans les conditions définies au CCAG FCS.

12.2. Demandes de paiement

Les demandes de paiement doivent être suffisamment claires et précises pour être rapprochées aisément des bons de commande et du bordereau des prix.

La demande de paiement devra comporter le numéro du ou des bons de commande.

12.3. Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée ci-dessous. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'information par le maître d'ouvrage de l'acceptation par l'entrepreneur principal des pièces justificatives servant de base au paiement direct, prévue par les articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

12.4. Mode de règlement

☐ Cas d'un titulaire unique

L'acheteur se libérera des sommes dues au titre de l'accord-cadre par virement établi à l'ordre du titulaire (joindre les RIB)

DESIGNATION DU TITULAIRE
Nom de l'entreprise
Raison sociale
Adresse
Référence compte bancaire

☐ Cas d'un groupement solidaire sans répartition des paiements

L'acheteur se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre par :

- ☐ virement sur un compte ouvert au nom du mandataire solidaire (joindre un RIB). »
- ☐ virement sur un compte commun ouvert au nom des entrepreneurs groupés (joindre un RIB)

DESIGNATION DU MANDATAIRE
Nom de l'entreprise
Raison sociale
Adresse
Référence compte bancaire

☐ Cas d'un groupement conjoint

L'acheteur se libérera des sommes dues au titre de l'accord-cadre selon la répartition définie ci-dessus par virement établi à l'ordre des membres du groupement conjoint (joindre les RIB)

DESIGNATION DU COTRAITANT	REFERENCES BANCAIRES
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse	
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse	

☐ **Cas d'un groupement solidaire avec répartition des paiements**

L'acheteur se libérera des sommes dues au titre de l'accord-cadre selon la répartition transmise par le mandataire, par virement établi à l'ordre de chacun des membres du groupement solidaire (joindre les RIB)

Cette possibilité de répartition des paiements ne saurait remettre en cause la solidarité des membres du groupement.

DESIGNATION DU COTRAITANT	PRIX TTC
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse Référence compte bancaire	
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse Référence compte bancaire	

12.5. Présentation des factures au format dématérialisé

Toutes les demandes de paiement relatives aux sommes dues au titulaire en exécution du présent accord-cadre devront être transmises par voie électronique en application de l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique.

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

- ☒ l'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- ☒ le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues ;
- ☒ le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire.

Ces informations seront transmises au titulaire par les services de l'acheteur.

Pour être valables, les factures dématérialisées doivent être transmises en conformité avec l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, sur le site :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Pour ce faire, les factures dématérialisées devront comporter les informations suivantes, indiquées dans les bons de commande :

- ✓ Le numéro de SIRET, qui identifiera l'acheteur en tant que destinataire de la facture :
- ✓ Le code service :

La transmission se fait, au choix du titulaire, par:

- ➔ un mode «flux» correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information du titulaire et l'application informatique CHORUS PRO. La transmission de factures selon le mode «flux» s'effectue conformément à l'un des protocoles suivants : SFTP, PES-IT et AS/2, avec chiffrement TLS;
- ➔ un mode «portail» nécessitant du titulaire soit la saisie manuelle des éléments de facturation sur le portail internet, soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé, dans les conditions prévues à l'article 5 du décret précité. La transmission de factures selon le mode portail s'effectue à partir du portail internet mis à disposition des fournisseurs de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.
- ➔ un mode « service », nécessitant de la part du titulaire l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Il est précisé que l'utilisation par le titulaire de l'un de ces modes de transmission n'exclut pas le recours à un autre de ces modes dans le cadre de l'exécution d'un même contrat ou d'un autre contrat.

12.6. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des acomptes des règlements partiels définitifs éventuels et du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J / 365 \times \text{Taux IM}$$

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire de l'accord-cadre de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique.

12.7. Taux d'escompte pour paiement anticipé

Le titulaire peut proposer à chaque établissement un taux de remise pour le paiement anticipé des demandes de paiement partiel définitif.

Le montant de l'escompte est calculé par le titulaire chaque trimestre.

Le titulaire transmet à chaque établissement le montant détaillé de la remise à valoir sur le paiement anticipé.

Chaque établissement émet, sur la base de ce montant, un titre de créance à l'encontre du titulaire.

L'escompte s'applique uniquement pour les demandes de paiement partiel définitif ayant respecté le délai de paiement convenu.

Les bornes prises en compte dans le calcul des délais sont les suivantes :

- ✓ La date de réception de la demande de paiement partiel définitif si la date d'admission des fournitures / services est antérieure à la date de réception de la demande de paiement partiel définitif
- La date d'admission des fournitures / services si la date de réception de la demande de paiement partiel définitif est antérieure à la date d'admission des fournitures / services
- ✓ La date de débit du compte bancaire de l'établissement

L'escompte s'applique sur le montant total HT remisé de l'ensemble des demandes de paiement partiel définitif, c'est-à-dire après l'application des RRR contractuelles et/ou commerciales.

Par défaut de renseignement, le taux d'escompte est considéré comme égal à 0 %.

ARTICLE 13 – CONTROLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS

13.1. Vérifications

13.1.1. Vérification quantitative simple

Les opérations de vérification sont effectuées lors de l'achèvement des prestations dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité sur les bons de commande et celle effectivement exécutée.

13.1.2. Vérification qualitative simple

Les opérations de vérification sont effectuées lors de l'achèvement des prestations dans les conditions prévues aux articles 27 à 20 du CCAG FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité des prestations exécutées avec les spécifications du marché ou des commandes.

13.2. Admission

L'établissement se réserve la possibilité de demander au titulaire de réaliser à nouveau les prestations en cas de résultat non conforme aux CCTP. Les prestations peuvent être admises, ajournées ou rejetées conformément aux dispositions du CCAG FCS. En cas d'ajournement ou de rejet des prestations, le titulaire est tenu de reprogrammer rapidement une intervention afin de réaliser des prestations conformes.

Si toutefois, les prestations n'étaient toujours pas conformes, l'établissement se réserve le droit de les faire assurer par un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

13.3. Garantie

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale de 1 an.

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le pouvoir adjudicateur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose de 2 jours ouvrés pour effectuer toute mise au point ou toute réparation demandée.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par le pouvoir adjudicateur. Il peut en demander le règlement, s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

ARTICLE 14 – CONNAISSANCE DES LIEUX

Le titulaire est supposé avoir pris connaissance, avant la remise de son offre, des différentes contraintes liées à l'exécution du contrat.

A ce titre, le titulaire ne peut en aucune manière se prévaloir auprès de l'établissement de surcoûts ultérieurs ou de prolongation de délais, liés à l'absence de reconnaissance des lieux d'exécution des prestations.

ARTICLE 15 – EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 45 du CCAG FCS s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure rester sans effet, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 16 – RESILIATION DU MARCHE

Les modalités de résiliation sont prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS. Elles sont complétées par les dispositions suivantes :

L'acheteur peut résilier le contrat aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique et selon les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS.

L'acheteur pourra décider de faire procéder à l'exécution par un tiers des prestations prévues par le marché et non réalisées, cela aux frais et risques du titulaire résilié.

Le contrat sera également résilié aux frais et risques du titulaire dans le cas où ce dernier n'apporterait pas, au plus tard deux mois après avoir été mise en demeure de la faire, la preuve qu'il a mis fin à sa situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du Travail.

En outre, la résiliation de l'accord-cadre, qu'elle soit prononcée à l'encontre de l'accord-cadre conclu avec un titulaire déterminé ou l'ensemble de ses titulaires, n'emporte pas résiliation automatique des marchés subséquents en cours de validité ; leur titulaire doit assurer leur bonne exécution.

ARTICLE 17 – ASSURANCES

Le prestataire désigné dans l'accord-cadre devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et du pouvoir adjudicateur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après la livraison des prestations.

ARTICLE 18 – CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES

Il ne peut être délivré, d'exemplaire unique ou de certificat de cessibilité pour cession de créance ou nantissement, pour l'accord-cadre lui-même ou pour chacun des bons de commande à venir.

ARTICLE 19 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

La loi française est seule applicable au présent accord-cadre.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relatif au présent accord-cadre doit être rédigé en langue française.

En cas de litige, les tribunaux du lieu d'exécution de la prestation sont seuls compétents.

ARTICLE 20 – REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du code de la commande publique, selon la nature du contrat en cause.

En cas d'échec de règlement du litige, ***par dérogation aux dispositions de l'article 46 du CCAG FCS***, les litiges relatifs à l'exécution du présent accord-cadre seront soumis à la compétence du juge judiciaire compétent.

ARTICLE 21 – PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT

En cas d'attribution de l'accord-cadre, le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique.

Le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution des prestations de l'accord-cadre, les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail.

Les attestations d'assurances sont à produire dans les conditions indiquées à l'article 17.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'enveloppe contenant sa candidature ou son offre, l'attestation d'assurance civile professionnelle en cours de validité, sera à remettre dans le délai mentionné au RC.

Le candidat est informé de ce que la non production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

En cas d'attribution de l'accord-cadre à une entreprise étrangère détachant des salariés en France, il est rappelé que le titulaire se doit de respecter les dispositions prévues au code du travail relatives aux travailleurs détachés.

Le titulaire doit notamment, préalablement au détachement, adresser à l'inspection du travail ainsi qu'au pouvoir adjudicateur une déclaration de détachement et doit désigner un représentant en France.

Le titulaire se doit de veiller à ce que chacun de ses sous-traitants étrangers respecte les mêmes obligations. De même, lorsqu'un cocontractant ou un sous-traitant fait appel à une société de travail temporaire étrangère, les mêmes obligations incombent à cette entreprise.

ARTICLE 22 – CLAUSES DE REEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen de l'accord-cadre qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions de l'accord-cadre, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

22.1. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- ✳️ cessation d'activité,
- ✳️ cession de contrat,
- ✳️ décès,
- ✳️ difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- ✳️ défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles à l'accord-cadre.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- ✓ dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.

- ✓ dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- ⇒ dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- ⇒ dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut,

- ⇒ dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- ⇒ dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :
 - soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans la convention d'accord-cadre initial devient le nouveau mandataire du groupement
 - de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

22.2. Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

22.3. Evolution de la réglementation

Le présent article s'applique en cas d'évolution, en cours d'exécution du contrat, de la législation et/ou de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel, sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail et/ou sur la protection de l'environnement.

Les modifications éventuelles, demandées par le maître d'ouvrage au titulaire afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un avenant au contrat.

Le titulaire n'aura droit à être rémunéré pour la mise en œuvre des mesures demandées (ou à être indemnisé pour les préjudices qu'il a subis en raison de la mise en œuvre des mesures demandées) qu'à la condition qu'il établisse que l'économie du contrat se trouve (ou s'est trouvée) bouleversée.

22.4. Modification du périmètre

La liste des établissements et leur localisation sont susceptibles d'évoluer durant l'exécution du contrat, selon les réorganisations possibles du groupe (déménagement, regroupement, création, fermeture...).

ARTICLE 23 – DEROGATIONS AU CCAG

Articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé	Articles de l'accord-cadre par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	3
10.1.3	4.2.2
3.6	6
14.1.2	7.3
14.1.3	7.3
3.7	8.2
13.1	8.4
13.2	8.5
41	10
46	20

Fait en 1 original

à.....le.....

Mention(s) manuscrite(s)

"lu et approuvé"

Signature(s) du (ou des)
entrepreneur(s) ou du mandataire
dûment habilité par un pouvoir
(**ci-joint**) des cotraitants

ARTICLE 24 – APPROBATION DE L'ACCORD-CADRE

La présente offre est acceptée.

A.....le.....

Le pouvoir adjudicateur